

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 55 (2005)

Heft: 4

Buchbesprechung: Verweigerter Erinnerung. Nachrichtenlose Vermögen und die
Schweizer Weltkriegsdebatte 1989-2004 [Thomas Maissen]

Autor: Kreis, Georg / Bergier, Jean-François / Tanner, Jakob / James, Harold

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

écueils soulignés dans l'ouvrage: pénurie du personnel soignant, abandon des élèves en cours de formation, complexe d'infériorité des infirmier-ère-s en psychiatrie à l'égard de leurs homologues somaticien-ne-s. Dans cette étude très contemporaine, l'interview des acteurs principaux, les ancien-ne-s élèves-infirmier-ère-s en psychiatrie de Cery, aurait permis d'affiner cette histoire sociale. Mais leurs témoignages sont peu exploités à cet égard, et la relation au patient, ainsi que l'attention portée au psychique, restent au niveau des notions théoriques. Ce sont avant tout les travaux des cadres de l'école (membres de la direction, responsables pédagogiques) qui sous-tendent les propos de l'auteur, lequel a fait le choix de privilégier les conflits se situant au cœur des pouvoirs décisionnels; sur ce point également, l'opinion du personnel en formation n'est que trop brièvement évoquée. On notera néanmoins l'apport précieux que constituent, en annexe, les profils statistiques des élèves (profession des parents, activité professionnelle avant la formation, niveau scolaire à l'entrée, proportions hommes-femmes et suisses-étrangers, etc.), chiffres qui «rendent compte de la dimension d'exclusion incluse dans les représentations de la maladie mentale dans la société» (p. 220). On saluera enfin le traçage minutieux des sources et un appareil critique abondant, invitant à poursuivre la recherche sur le terrain de l'histoire de la formation psychiatrique en particulier, et de l'histoire de la psychiatrie en général. *Mariama Kaba, Genève*

Thomas Maissen: Verweigerte Erinnerung. Nachrichtenlose Vermögen und die Schweizer Weltkriegsdebatte 1989–2004. Zürich, NZZ-Verlag, 2005, 729 S.

Der Bedeutung des Themas, dem Stellenwert des Buches und dem besonderen Status der Rezensenten ist angemessen, wenn hier ausnahmsweise gleich mehrere Besprechungen zum gleichen Titel publiziert werden. Die Mehrfachbesprechungen ergeben allerdings nicht eine entsprechend breite Würdigung der Publikation, weil sie sich vor allem mit den Passagen beschäftigen, die der Arbeit der Unabhängigen Expertenkommission (UEK) oder Bergier-Kommission gelten, deren Mitglieder die Autoren der nachfolgenden Texte waren. Die ebenfalls geplante Würdigung von jemandem, der der UEK nicht angehörte, kam aus praktischen Gründen nicht zustande.

Die UEK-Mitglieder, für einmal nicht nur Historiker, sondern auch Objekte der Historiographie, machten hier die allerdings nicht neue Erfahrung, dass sie selbst Gegenstand der Beurteilung sein können; andererseits machten sie auch die heilsame Erfahrung, wie stark die verschiedenen Erinnerungen schon nach kürzester Zeit differieren können beziehungsweise die Wahrnehmungen offenbar von Anfang an differiert haben. Jetzt, nachdem sie und ihre Arbeiten von T. M. beurteilt worden sind, dürfen sie diese Beurteilungen mit ihrer Wahrnehmung wiederum beurteilen; dies als gemeinsames work in progress, das weiterhilft und an sich seinen speziellen Reiz hat.

Gemessen am gesamten Werk ist die UEK, dies sei doch gesagt, nur ein Thema neben vielen anderen. Die Publikation verfolgt minutiös den Werdegang der Affäre, sie enthält aber auch selbsttragende Ausführungen etwa zur Entwicklung des schweizerischen Finanzplatzes, zum Wesen von Sammelklagen, das aus schweizerischer Sicht mit Blick auf die Anwälte und nicht mit Blick auf die Geschädigten wohl zu negativ beurteilt worden ist und hier eine Korrektur erfährt; ferner zu den unterschiedlichen Ordnungsvorstellungen, die einerseits auf singulären Gerichtsurteilen, andererseits auf demokratischen Rechtssetzungsprozessen beruhen; sodann zum Phänomen des sozialen Lernens und anderem mehr. Eine Kernaussage des Autors

besteht darin, dass die konfliktuelle Auseinandersetzung im gegebenen Fall unvermeidlich, die Heftigkeit aber, welche bleibende Wunden hinterlassen habe, durchaus vermeidbar gewesen sei (S. 148). Deutlich wird, dass «die Schweiz» auf die «grösste aussenpolitische Krise der Nachkriegszeit» (S. 232) aus verschiedenen Gründen in unangemessener Weise reagierte. Auf der Seite der Banken liessen die Grossbanken, die hauptsächlich im Visier waren, die Schweizerische Bankiervereinigung lange Zeit allein. Und auf Seiten der Regierung ermöglichten das segmentierte Departementsdenken des Bundesrates und der unkollegiale Politegoismus seiner Mitglieder keine einheitliche Strategie.

Stärkere Beachtung würde das sonderbare Verhältnis zwischen Staat und Privatwirtschaft verdienen: Anfänglich wollten die Behörden die aufgeworfenen Fragen als Privatangelegenheit abtun, was insofern kohärent war, als sich die Banken ihrerseits vom Staat auch nicht dreinreden lassen. Mit der Wiederentdeckung des problematischen Polenabkommens von 1949, mit der Kritik am Kriegsverhalten der Nationalbank und mit dem Rütteln am Washingtoner Abkommen von 1946 kamen die Behörden nicht umhin, sich ebenfalls angesprochen zu fühlen. So kam es im Oktober 1996 im EDA zur Bildung der so genannten «Task-Force». Sie übernahm die Funktion des geplanten, aber nie realisierten «Quick-reaction Team», das in typisch helvetischer Manier halbstaatlich-halbprivat bestückt worden wäre. Trotzdem fielen in der heissen Phase die ansonsten sorgsam getrennten Welten zusammen, und es kam als dritte Grösse die Gesellschaft hinzu, die sich mehrheitlich mit beiden Welten identifizierte und aus dem Konflikt eine Frage der «nationalen Ehre» machte (S. 650).

G. K.

* * *

Il n'est pas habituel de rendre compte d'un livre d'histoire dont on est, parmi beaucoup d'autres, l'un des personnages. Il y faut une bonne dose d'humilité, ne serait-ce que pour accepter le regard d'un tiers sur sa propre action. D'autant plus ici que le travail de Thomas Maissen est remarquable à bien des égards. Avec élégance et clarté, un détachement apparent et quelque humour, l'auteur propose une chronique circonstanciée du débat de la dernière décennie sur la Seconde Guerre mondiale et les responsabilités de la Suisse. Il prend soin de replacer ce débat dans le contexte international et insiste sur le décalage mental – et politique – entre un monde en pleine transformation depuis la fin de la guerre froide mais confronté à des défis imprévus, et un pays, sa société civile, ses acteurs économiques et sa classe politique restés repliés sur eux-mêmes et accrochés à une image du passé gratifiante, mais désormais caduque et inefficace. C'est dans ce décalage que Maissen situe la crise profonde, lourdement émotionnelle, que les Suisses ont traversée. Le réveil fut difficile, pour quelques-uns intolérable. Tout l'ouvrage, dont la réflexion théorique porte et canalise un récit alerte et riche en anecdotes comme en portraits sans complaisance des protagonistes, tend à stigmatiser une conduite de la crise à contresens. Les enjeux de celle-ci ne furent pas compris, ou trop tard, et les réponses donc souvent inadéquates.

Ceci dit, l'entreprise de Thomas Maissen ne pouvait éviter un dangereux écueil: celui des sources accessibles. Il disposait d'une masse d'articles de journaux et de quelques essais plutôt polémiques, tous rédigés dans le feu de l'action et sous le coup des émotions. Ils n'offrent pas de perspective, et leur information est inégalement fiable. L'originalité de la démarche de Maissen repose donc avant tout

sur une centaine d'entretiens qu'il a conduits avec les personnes concernées d'une façon ou d'une autre par le psycho-drame, à l'étranger (USA) comme en Suisse. Autrement dit, Maissen a pratiqué l'histoire orale. Mais il ne possède pas tout à fait les techniques que ce mode de faire exige. Il s'est vu confronté à une double subjectivité: celle des acteurs ou témoins interrogés; et la sienne propre, puisque Maissen avait été tout au long de l'affaire un observateur très attentif, nuancé mais engagé. Il est conscient du problème; mais il ne me semble pas qu'il l'ait surmonté.

L'image qu'il propose de la Commission indépendante d'experts Suisse – Seconde Guerre mondiale (CIE) tourne au paradoxe. Fort de la mémoire des membres de la CIE et de quelques-uns de ses collaborateurs, qui ont évoqué devant lui leurs difficultés, quelques souvenirs de moments épiques ou dramatiques, ou encore leurs états d'âme, l'auteur brosse le tableau d'une entreprise chaotique, indécise, perturbée par les doutes, les tensions et les conflits personnels, trop faiblement dirigée (c'est-à-dire avec la tolérance qui m'est naturelle...); bref, toutes les conditions qui devaient inexorablement conduire à l'échec de la mission. Or, celle-ci n'a pas échoué. La CIE a livré son produit, dans le délai imparti et sans dépassement de crédit – ce qui est déjà en soi une performance. Le rapport soumis au Conseil fédéral (19 décembre 2001) puis au public (22 mars 2002) n'est pas parfait, sans doute, mais il est honorable. Il répond aux questions formulées dans le mandat de la CIE. Il apporte une masse d'informations tirées des archives publiques et privées, dans lesquelles les historiens pourront puiser longtemps. Il donne en fin de compte une image du comportement des pouvoirs économiques et politiques de la Suisse face à l'Allemagne nazie qui est aussi complète et nuancée qu'il a été possible de le faire. Et il en suggère une interprétation raisonnable.

Thomas Maissen n'a pas d'explication à ce paradoxe. D'ailleurs il porte toute son attention aux errements de la CIE, mais il occulte le résultat. Or, n'est-ce pas ce résultat seul qui compte, indépendamment des circonvolutions qui y ont conduit? Maissen me semble avoir été victime d'une illusion d'optique. Les faits, les anecdotes qu'il raconte sont à peu près exacts, à quelques détails près. Mais ils sont incomplets, et leur signification est souvent exagérée, dramatisée. De sorte que l'image tronquée qui en résulte ne correspond que très imparfaitement à la réalité.

Maissen retient ainsi avec complaisance des épisodes épineux – et il est vrai qu'il y en eut beaucoup. Mais ce faisant, il sous-estime le labeur quotidien de la CIE, la patience et l'engagement fructueux des commissaires et des chercheurs. Il se gausse d'un manque initial de concept clair, ou de directives qui furent en effet constamment réorientées, rendant difficile le travail des collaborateurs; mais il ne relève pas que la CIE ne pouvait s'appuyer sur aucun modèle antérieur, qu'elle opérait dans l'insolite, qu'elle a dû sans cesse adapter son projet à la complexité des problèmes rencontrés comme à la nature et à la quantité des sources qu'elle découvrait, beaucoup plus riches qu'on avait pu l'imaginer; et tenir un compte serré de ses ressources en temps et en personnel. La CIE a donc avancé en tâtonnant, de manière empirique et au prix de quelques fausses routes ou de l'abandon de projets secondaires (une étude sur les réseaux d'élites). Elle a subi toutes sortes de pressions contradictoires, que son président s'efforçait d'écarter. Si l'intention initiale d'un rapport assez bref élaboré par la CIE sur la base des recherches de ses collaborateurs fut progressivement abandonnée, c'est d'une part que l'abondance et la complexité des sources rendait cette procédure impraticable; et d'autre part que les monographies confiées aux chercheurs devaient permettre de faire connaître d'innombrables documents des archives privées qui ne seraient probablement

plus jamais accessibles. En outre, seuls ces chercheurs, chacun dans son domaine, pouvaient acquérir une vision d'ensemble équilibrée de celui-ci.

L'auteur étale, avec une sorte de *Schadenfreude*, et en distribuant mauvaises notes aux uns, meilleures aux autres (plus rares), les dissensions internes entre les membres de la Commission ou entre celle-ci et ses collaborateurs. Il y en eut assurément, et elles nous ont coûté beaucoup d'énergie. Mais pouvait-il vraiment en aller autrement? Chacun de nous s'est lancé dans cette aventure avec son savoir et son expérience, sa sensibilité, sa culture historique et politique. Ces bagages différaient très sensiblement. Ils devaient s'affronter (et nous le savions dès le début). Je soutiens que ce fut, en fait, une chance et l'une des clefs du succès final. Car c'est au travers de cet affrontement que nous avons assuré la crédibilité du produit collectif, fondé sur le rapprochement de nos diverses conceptions. Cela s'est toujours passé, au sein de la Commission, dans le respect et dans la volonté de dialogue. Nous avons étalé nos divergences sur la table et cherché des solutions; nous les avons trouvées. D'ailleurs, et ceci semble avoir échappé à Maissen, ces divergences ont porté presque toutes sur les procédures de travail et sur la manière de formuler les résultats. Mais non sur le fond. Nous avons, en fin de compte, pu tous signer le rapport sans arrière-pensées. La CIE n'a pas eu recours à des rapports de minorité sur certains aspects, dont nous avons envisagé l'éventualité. Elle n'a pas écarté les questions délicates, ni méprisé les aspects positifs relevant de son mandat.

En bref, Thomas Maissen, à partir de témoignages insuffisamment recoupés, occulte ou sous-estime le travail accompli et l'engagement de ceux qui l'ont porté à bien. Il fait grief aux membres de la Commission d'avoir vaqué à leurs obligations ordinaires sans assumer pleinement les devoirs de leur fonction; il n'a pas mesuré la somme de travail qui a reposé sur leurs épaules (séances hebdomadaires; entretiens avec les chercheurs; lecture critique des textes; rédaction de la synthèse; contrôle des traductions, etc.); ni les sacrifices consentis aux dépens de leurs projets remis à plus tard, de leur vie privée, voire de leur santé. C'est ici l'occasion de leur rendre, en toute amitié, l'hommage – absent du livre de Thomas Maissen – que méritent leur collégialité et leur responsabilité. Et d'étendre cet hommage à tous nos compagnons dans cette aventure dont nous ne sommes pas sortis indemnes, mais la tête haute. *Jean-François Bergier, Clarens / Zurich*

* * *

Die Transformation pulsierenden Lebens in voluminöse Geschichtsbücher unterliegt derselben Beschleunigungstendenz, welche den digitalen und globalisierten Kapitalismus ganz allgemein prägt. So kann 2005 das Buch eines Fachhistorikers erscheinen, das sich mit dem Zeitraum 1989 bis 2004 befasst, schwerpunktmässig mit der letzten Dekade, und das sich fortschreibt bis in die Tagesaktualität und das damit eine Berichterstattung über seine Ankunft in der Gegenwart nur knapp verpasst. Es fällt einem hier unwillkürlich die Warnung ein, man solle nicht zu nahe an ein galoppierendes Pferd heranrücken wollen, weil man sonst Gefahr laufe, einen der ausschlagenden Hufe ins Gesicht zu bekommen.

Der Verfasser geht diese Gefahr ein, es handelt sich für ihn allerdings um ein kalkuliertes Risiko, denn er kennt den Gaul, hat er doch die für den «Ablauf der Ereignisse» benutzte «Hauptquelle», nämlich die «Tagesberichterstattung der Neuen Zürcher Zeitung» (S. 13) zum ansehnlichen Teil selber produziert. Daraus ergibt sich eine enge Tuchfühlung zum Zeitgeschehen und es mag ihm beim Schrei-

ben der Geschichte einiges schon sehr bekannt vorgekommen sein. Jedenfalls weiss er um die Tücken des Untersuchungsgegenstandes. Der hermeneutische Zirkel droht hier kurzschlüssig zu werden und interpretatorisch durchzubrennen. Thomas Maissen kennt die Probleme der historischen Methode und das ABC der Quellenkritik und so beginnt er das Buch mit einer Episode, die zeigt, dass es die Zeitgeschichte grundsätzlich mit denselben Schwierigkeiten zu tun hat, welche die Geschichtswissenschaft ganz allgemein umtreiben. Anlässlich eines Kolloquiums treffen sich im Jahre 2000 drei Protagonisten eines Ereignisses, das 1995 stattgefunden hat und das für die Diskussion um die Gelder von Holocaust-Opfern eine paradigmatische Bedeutung bekommen sollte. Die Meinungen über das, was 5 Jahre zuvor passiert ist, gehen signifikant auseinander. Erwartungen und Erfahrungen, Vermutungen und Beobachtungen durchkreuzen und vermengen sich auf komplexe Weise und führen zu einer perplexen Interpretationsvielfalt. Alle waren dabei, aber das nützt nichts, wenn es darum geht, eine homogene Sichtweise der Dinge zu erreichen. Dies ist ein Hinweis darauf, dass sich Interpretationsdifferenzen und Erinnerungsdiskrepanzen nicht erst im Gefolge grosser zeitlicher Distanz einstellen, sondern dass die Meinungen darüber, was passiert, schon zum Zeitpunkt, zu dem sich etwas abspielt, auseinander gehen können und schon aktualiter keineswegs stabil sind. Vielmehr sind Deutungen gerade in Zeiten, in denen die Orientierungssicherheit einbricht und sich krisenhafte Suchprozesse beobachten lassen, multioptional; die Beteiligten haben mehrere Versionen im Kopf und halten sich dadurch auch mehrere Hintertüren offen, die sie entsprechend des Fortgangs der Ereignisse benutzen können, um zum Schluss eine für sie plausible Position einnehmen zu können. Auf diese Weise verhindern Menschen, dass sie von den Ereignissen überrollt werden – es ist diese Interpretationsplastizität, die es ermöglicht, die Zufälligkeit gesellschaftlicher Prozesse kognitiv zu domestizieren und sich auch affektiv in einen Einklang mit der Welt zu bringen.

Gewappnet mit einem solchen reflexiven Potenzial vermag Thomas Maissen sich dem Taumel der Beschleunigung zu entziehen. Er hat ein Buch geschrieben, dem hektisches Herumirren im Faktengebirge abgeht, das vielmehr in ruhigem Rhythmus auf gekonnte Weise Argumente generiert und diese in spannende Deutungszusammenhänge einrückt. Eine Schwäche kommt eher von einer anderen Seite her: die Schilderungen zeichnen sich manchmal durch Durststrecken nicht enden wollender Deskription aus, in denen akribisch eine erstaunliche Faktenfülle aufgetürmt wird, die indessen doch wenig Übersicht zu bieten vermag und die – etwa dann, wenn zu später Nachtstunde stattfindende Gruppentelefonate der Bergier-Kommission dargestellt werden – zur Frage «who cares?» Anlass geben. Kommt hinzu, dass jene, die dabei gewesen sind, es natürlich besser wissen. Dies in einem merkwürdig verkehrten Sinne. Als Beteiligter fand ich bei der Lektüre dieser Passage den Satz «La réalité dépasse la fiction» erneut bestätigt. Die durchaus bizarren Dimensionen der kommissionsinternen Entscheidungsfindung haben aber – trotz permanenter Kassandrarufer auch von Seiten der NZZ – die UEK nicht davon abgehalten, mit Ablauf des Mandats mit einer für schweizerische Verhältnisse unüblichen Pünktlichkeit ca. 11 000 Seiten fundierter Analyse in 25 Monographien und einer Synthese herauszubringen, ein Sachverhalt, der zeigt, dass Verfahrensformen und Endergebnisse nicht systematisch zusammenzuhängen brauchen. So kommt hin und wieder der Eindruck auf, es wäre sinnvoller gewesen, etwas mehr über die Relevanz und Resonanz der Resultate als über die Skurrilitäten gewisser Abläufe zu berichten.

Auch der Verfasser war, wie bereits festgehalten, als Berichterstatter dabei. Er gibt sich daraus ein Vorteil, um die Vorgänge zu verstehen und aufzuschreiben? Die Frage führt zu einem Nachdenken über Nutzen und Nachteil des «Dabeigewesenseins» in der Geschichtswissenschaft. Verschiedene Sprecher der so genannten «Aktivdienstgeneration» haben das Argument stark gemacht, wer das «nicht selber erlebt» habe, sei vom verstehenden Nachvollzug ausgeschlossen und könne nur missverständliche Versionen der Vergangenheit liefern. Gegenüber dieser Authentizitätsunterstellung hat der Sozialhistoriker Erich J. Hobsbawm in seinem souverän geschriebenen Überblickswerk «Das Zeitalter der Extreme» (d.h. das «kurze 20. Jahrhundert» vom Ersten Weltkrieg bis zur «Wende» von 1989/91) festgehalten, dass die «teilnehmende Beobachtung» des Geschehens, das mit fortschreitendem Lebensalter zur «Geschichte» wird, nicht eine privilegierte Erkenntnisposition ergibt, sondern auch ein Problem darstellt. Zwar bezieht sich Hobsbawm immer wieder auf Ereignisse, die sein Leben prägten. Doch die «religiösen oder ideologischen Konfrontationen, mit denen unser Jahrhundert angefüllt war, türmen sich wie Barrikaden auf dem Weg des Historikers, dessen eigentliche Aufgabe nicht die Beurteilung ist, sondern vielmehr das Verstehen – sogar das Verstehen all dessen, was völlig unverständlich erscheint». Für Hobsbawm besteht die Schwierigkeit darin, dass «unsere leidenschaftlichen Überzeugungen» und «die historischen Erfahrungen, die sie geprägt haben», diesem Verstehen im Weg stehen. Es braucht also gerade nicht den Rekurs auf die eigene Erlebniswelt, sondern Reflexionsdistanz, um eine wissenschaftlichen Ansprüchen genügende historische Untersuchung verfassen zu können. Der unaufgeregte Duktus des Buches von Thomas Maissen zeigt, dass er diese Lektion begriffen hat, dass er sich nicht nur bemüht, sondern es auch schafft, über den «Schatten des Zweiten Weltkrieges» zu springen und sich vom Sprachrohr der NZZ in einen differenzierten Analytiker komplexer und kontroverser Vorgänge zu verwandeln – ohne seine emotionalen und kognitiven Rückbindungen an seine Position im Blätterwald zu vergessen oder zu verdrängen.

Das Buch ist auch in Bezug auf zwei weitere Aspekte lesenswert: *Erstens* verfolgt der Verfasser über die Faktvalidierung hinaus ein theoretisch ambitiöses Erklärungsmodell, das gleichsam niederschwellig zur Anwendung gebracht wird. Aus systemtheoretischer Perspektive werden moderne Gesellschaften, so auch die Schweiz, als Lern- und Umlerngesellschaften interpretiert, mithin als Formen des über Codes gesteuerten und einer unaufhaltsamen Differenzierungsdynamik unterliegenden Zusammenlebens, in dem Wissenserwerb und Vertrauensbildung zentrale «Systemressourcen» darstellen. Eine solche an Niklas Luhmann und Hansjörg Siegenthaler sich orientierende Gesellschaftstheorie vermag auch die Konstitution von Öffentlichkeit, die Funktionsweise von Skandalen und den Stellenwert der Moral angemessen darzustellen. Es lässt sich aus einer solchen Perspektive zeigen, warum sich eine im Sonderfalldenken verhaftete Schweiz 1989 so schwer tat, auf die Veränderung des internationalen Umfeldes und die europäische Herausforderung in einer produktiven Weise zu reagieren. Mit dem Verweis auf diese Pfadabhängigkeit eines nationalen «Alleingangs» kann die «hausgemachte» Komponente der Krise von 1996 benannt und auf plausible Weise einsichtig gemacht werden. *Zweitens* wendet sich Maissen dezidiert gegen die Schlussstrich-Mentalität, die in den 90er Jahren im Zusammenhang mit den 50-Jahres-Feiern zum Ende des Zweiten Weltkrieges grassierte. Man müsse jetzt, so war damals weithin zu hören, endlich einen Strich unter diese Geschichte zie-

hen, denn die Tagesordnung der Zukunft sei zu wichtig, als dass man sie weiterhin mit den düsteren Hypothesen der Katastrophenzeit vor 1945 belasten dürfe. Gegen diese Versuche, das Nachdenken über diese Vergangenheit als Ferment eines kritischen Bewusstseins und einer ethischen Reflexion zu arretieren, argumentiert das Buch an. Dies auch in Bezug auf den eigenen Untersuchungszeitraum: Auch hier soll es nicht «als Schlusspunkt» fungieren, «sondern als Ausgangspunkt zu selbstkritischem Weiterdenken» (S. 12).

Der Titel «Verweigerte Erinnerung» weist mehrere Bedeutungen auf. Zunächst und vor allem geht es um den zentralen Stellenwert der Erinnerung im jüdischen Denken. Vergessen käme – so Elie Wiesel 1993 – einem «to kill the victims a second time» gleich. «Verweigerte Erinnerung» wird hier mit einem symbolischen Mord gleichgesetzt. Die Formulierung bezeichnet allerdings genau den mentalen «Aggregatzustand» des neutralen Kleinstaates Schweiz, eine spezifische Indifferenz gegenüber den Opfern des Holocaust (und es war genau dieser Sachverhalt, der Israel Singer im Frühjahr dieses Jahres zur drastischen Gleichsetzung von «Neutralität» mit «Verbrechen» veranlasst hat). Weil diese gegenüber den Opfern intransigente Haltung nach 1989 ihre Halterung im Strukturgefüge des Kalten Krieges verlor, wurde sie zu einer nationalen Schutzbehauptung, die von aussen her kaum mehr mit Verständnis rechnen konnte. Auch die UEK, die von Parlament und Regierung die Aufgabe erhielt, die Probleme, welche aus dieser kollektiven Verdrängungsleistung resultierten, auf breiter Grundlage aufzuarbeiten, konnte sich mit einer so definierten «schweizerischen Einstellung» in keiner Weise identifizieren. In Übereinstimmung mit dem, was Maissen heute schreibt, versuchte sie in den Jahren nach 1996 das «Schweizerische» auf Lernfähigkeit und Zukunftsoffenheit hin zu definieren – deshalb rückte sie auch die Opferperspektive ins Zentrum ihrer Analysen. Durch diese Sicht bekamen scheinbar bekannte Geschichten eine neue Bedeutung und es wurden neue Weisen des Verstehens erschlossen.

Was sich bei einer solchen Betrachtung auch zeigt, ist die Tatsache, dass die Krise von 1996 keineswegs, wie dies nationalchauvinistische und antisemitische Kräfte immer wieder behaupteten, durch eine «Erpressung» oder einen «Propagandafeldzug» böser ausländischer Mächte ausgelöst wurde. Es wird vielmehr deutlich, dass der Konflikt aufgrund schweizerischer Selbstversäumnisse nach 1989/91 unvermeidlich wurde. Und es zeigt sich, dass die Frage, «wie man mit ihm umging», keineswegs ex ante entschieden war, sondern «auch von individuellen Sensibilitäten, Handlungs- und Denkooptionen» (S. 12) abhing, die zwar ein frappantes Beharrungsvermögen aufwiesen, die jedoch keineswegs einfach Schicksal und Verhängnis waren. Dies haben all jene verkannt, die – wie etwa der NZZ-Kommentator Max Frenkel – die «Metastasen der kritischen Geschichtsschreibung» für die krisenhafte Zuspitzung der Kontroverse um das «Nazi-Gold» und die «nachrichtenlosen Vermögen» verantwortlich machen wollten. Viel plausibler ist, davon auszugehen, dass es Mitte der 90er Jahre auch unter restringierten Bedingungen durchaus Alternativen gegeben hätte. Eine «demütige Geste der Entschuldigung, das unumwundene Eingeständnis, nicht nur aus der Not heraus, sondern aus eigener Unzulänglichkeit Fehler gemacht zu haben, die empathische Teilnahme an der jüdischen Erinnerung sowie die Selbstverpflichtung, daraus Konsequenzen zu ziehen» hätten – so Maissen – «zumindest zu einem frühen Zeitpunkt stark strafmildernd gewirkt, da sie dasselbe bedeutet hätte(n) wie später die Geldzahlungen» (S. 657). Die Tatsache, dass eine solche Haltung nicht möglich war, dass im Gegen-

teil – trotz einiger Ansätze in diese Richtung – insgesamt eine trotzig Rechthaberei dominierte, kann dann zur Frage Anlass geben, «ob hierzulande aus einem überlebten Unfehlbarkeitsgefühl und aus Angst vor Verantwortung und finanziellen Konsequenzen elementare Regeln internationalen Anstands ignoriert werden» (S. 660). Die Behauptung, die Schweiz hätte sich 1996 aus eigener Schwäche zu einem «Kniefall» zwingen lassen, und die Aufforderung, nun durch das Insistieren auf dem nationalen Sonderfall und auf dem Ehrgefühl des Alleingangs wieder Stärke zu zeigen, kommt aus dieser Sicht einer Fortsetzung dieser Unanständigkeit gleich, die nur noch einer eingeschüchterten, verunsicherten und zu fremdenfeindlichen Reaktionen neigenden Anhängerschaft einzuleuchten vermag, während sie dem Blick von aussen als anachronistische Rechthaberei erscheinen muss. Das Sensorium für solche Zusammenhänge geschärft zu haben, ist das Verdienst dieses Buches. Dass dabei der Sachverhalt, dass gerade die NZZ auch immer wieder diese Kniefallthese vertrat und in der UEK eine Art amerikanisches U-Boot in den Tiefen der schweizerischen Unternehmensarchive sah, gar nicht mitthematisiert wird, gehört wohl zu den «blinden Flecken» eines Autors, der sich diesem Blatt zugehörig fühlt. Das führt dann zu einem gewissen Überangebot an «grauen Figuren» (S. 12), die an einer interpretatorischen Unterdeterminierung leiden und deren Profilierung die ganze Geschichte noch spannender hätte machen können, als sie ohnehin schon ist. *Jakob Tanner, Zürich*

* * *

Thomas Maissen has written an interesting and ambitious work of contemporary history, which aims to operate at two levels: on the one hand, it is a far-reaching attempt to show how the language of international relations has changed since the end of the Cold War; and on the other, it presents a micro-historical reconstruction of the controversy that began with the so-called “heirless accounts” of Jewish victims of the Nazi holocaust and then escalated into a general and highly politicized confrontation about the role of Switzerland in the Second World War and the morality and legitimacy of neutrality.

The general argument is that in the 1990s Switzerland was paralyzed because it was intellectually gripped by a realist paradigm, in which states had interests whose defense was the duty and responsibility of the political class. This understanding prevented an adjustment to the new politics of the post-Cold War era, which were – in Maissen’s view – dominated by both on the one hand a new concern with morality and with examining and apologizing for past conduct; and on the other a revival of interest in property rights in the wake of the collapse of communism that transcended traditional discussions of the autonomy of state action. Early in the controversy, before the appointment of the Bergier commission, I witnessed a very telling incident in a dinner at Princeton. The very new-style Swiss ambassador to the United Nations (who was later appointed as the Swiss ambassador in Washington), Alfred Defago, a political scientist by training, delivered an agonized speech setting out what Switzerland was doing to meet the new challenge and confront its new responsibilities. At the end, he asked his audience: “Do you have a problem with that?” Probably the most distinguished living exponent of the realist school, Robert Gilpin, immediately shot back: “We don’t have a problem. But you do.”

Maissen is much more interested in the morality story as the key to the new postwar climate than in property rights, and derives some humor from American

sensibilities and President Clinton's rhetoric about the desirability of recognition of and atonement for past injustices. He is right to be puzzled by the amalgam of the morality issue and the property rights debates, though he should probably be more aware of the link between an affirmation of property rights and a moral order. The rediscovery of the link between property, rights, and political order was one of the most central shifts of the post-1989 order, and it was crucial to the new debate about the historical violations of rights in the 1930s and 1940s, in Nazi Germany but also in countries where the victims of persecution tried to shelter their assets. Maissen chronicles quite well how the debate then shifted in the late 1990s, from holocaust era assets and attempts to identify them and provide global estimates of the amounts of money likely to have been involved, to other aspects of state behavior during the War, in particular the treatment of refugees and the barbaric "refoulements" of the summer of 1942 (in other words at the height of the Nazi deportations from western Europe).

Maissen's micro-history consists of a detailed examination of what he believes to be misreading and mishandling of the situation by the Swiss political, business, and historical establishment. He tries to show how Swiss reactions in the 1990s made the legacy of the mistakes and failures of the wartime period into a burning political issue for contemporary Switzerland. The federal government was not good in reacting to a crisis of the Swiss national image, and it would have liked to go over to business as usual. In other words, Maissen implies, it responded very much as had the government of the 1940s, in failing to recognize what was unusual and exceptional about the situation.

Maissen is also quite critical of the Independent Commission of Experts (the Bergier commission). In his view, it allowed itself to be diverted because of the political pressure from dealing largely with the funds issue and instead spent a great deal of research and discussion on the refugee issue, where the basic facts were already quite well known and understood (though they were controversial for Swiss public opinion). It thus lost a unique opportunity to clarify the historical picture by using the uniquely large access to private as well as public papers stipulated by the federal law that created the commission (which as a result had very much more extensive power of access to documents than did the parallel commissions created in other countries). Because of the dissipation of research effort, rivalries between different researchers, and the failure of the commission to maintain focus, the final sub-reports (amounting to some twenty-five volumes) were thus rather fragmented.

According to Maissen's interpretation, the commission was also marked by a clash of historical sensibilities, not necessarily along political lines, with the commission's President, Jean-François Bergier, looking for sweeping interpretations that put Swiss issues in the context of the *longue durée* of the Annales schools, while the younger German-oriented members of the commission looked for German-style "structural" explanations, and pragmatic American-oriented members. The final report ("Synthese") was thus something of an amalgam.

There were indeed substantial hurdles to overcome: both of an organizational and intellectual kind. Maissen should perhaps have reflected more on how academic culture in much of the humanities and social sciences works and how fundamentally unsuited it is to producing large cooperative works. There might also have been an interesting role for a reflection on gender roles, in that the idea of the lone pioneering scholar is very often associated with male stereotypes about heroic individual efforts, and women (especially those from outside the academic

community) might be better at communicating and at mediating conflict. That the commission was able to produce results at all was in fact largely the result of the intense input (at different levels) during the final phase of the commission's work of three women, none of whom was a professional historian: Helen Junz, an economist who had spent most of her career as a national and international civil servant, and came into the commission in the last year and gave a new and coherent view of the nature of the problem; Myrtha Welti, who stepped in as general secretary of the commission and managed to organize the timetable; and the personable and dedicated chief clerical worker, Regina Deplazes, who translated the organization into concrete activity.

Maissen's criticisms look powerful and even quite damning in hindsight, but they seem to come from some kind great height where Maissen has managed to locate his historiographical view: he was a journalist for the *Neue Zürcher Zeitung* but now sits on Olympus as Ordinarius für Neuere Geschichte in Tübingen. In a sense, he reproduces the traditional scholarly ideal of the vision that sees all, tells all, and then delivers a final (and damning) verdict. Historians should do better than this, though: they need to learn that reactions depend on the institutions, materials, ideas, and the personalities available at any particular time.

It is not surprising that there was not an active group of financial historians that the commission could draw on in Switzerland, because banking and business history was a really neglected subject. It had withered because of the restrictive legal and institutional setting that limited access to archives on the one hand; and on the other because newer and more fashionable traditions of writing social history had driven economic issues out of the general historical consciousness. One important consequence of the discussions around the commission was to show that economic history has a purpose, and is part of the arsenal of tools needed in interpreting recent history. But such economic and financial history-writing depends on acquired skills – it cannot simply be learnt overnight (as was clear from the many quick and shoddy journalistic accounts of the banking issues involved). One legacy of the commission is that there is an important fund of skills among Swiss historians that was previously lacking.

Secondly, discussing the experience of a whole country over a substantial period of time is obviously not an equivalent task to documenting the behavior of a particular company, even a large and complex one. There will be obvious differences in the way that particular writers and analysts try to explain policies and mentalities, and the effect of widespread mentalities on official policy.

Finally, it is also likely that a commission established on a basis of some heterogeneity is unlikely to produce a report which is as hard-hitting and precisely documented as an assessment that springs from a single pen and a single sensibility. If King George III had set up a commission to explore the decline and fall of the Roman empire, it is exceedingly unlikely that it would have come up with anything like Gibbon's work.

Given these limitations, it is actually remarkable that the Bergier commission produced anything at all. And neither the individual reports nor the final "Synthese" simply reflect unthinking genuflection before a ubiquitous Zeitgeist: they contain real surprises as well as an important and wide-ranging documentation of the sources and origin of the difficulties of the Swiss financial system in dealing with the assets of the victims of persecution and the bankers' lack of a moral vision. The reports are critical, but the criticism is precisely focused on particular

ways of thinking and institutional responses to the appalling crimes of the Nazi empire, and on the violations of neutrality that followed from state credit and trade policy. First, the research makes it abundantly clear that there was no single set of Swiss banking behaviors, but that some banks made great efforts to trace the legitimate heirs of assets placed in their fiduciary care, while others behaved callously and some bank officials behaved criminally. It dismisses the idea of a “banking conspiracy”. Secondly, the research shows that state policy during and immediately after the Second World War bore a heavier responsibility than the private sector, whose behavior was rather more mixed: this is the importance of the extensive study of who bore the responsibility for refugee policy. State policy was also inadequate after the Second World War in dealing with asset restitution. The report has no truck with the idea of a “capitalist conspiracy”. Finally, the report also showed that there was no sustainable basis for some of the more extravagant claims made about Swiss public and private action, notably the idea that Swiss behavior had significantly lengthened the course of the military conflict. It kills the idea of a “Swiss conspiracy”.

Harold James, Princeton

Allgemeine Geschichte / Histoire générale

Jörg Schwarz: **Herrscher- und Reichstitel bei Kaisertum und Papsttum im 12. und 13. Jahrhundert** (Beihefte zu J. F. Böhmer, Regesta Imperii, Band 22). Köln/Weimar/Wien, Böhlau Verlag, 2003, 510 S.

Der Verfasser wurde mit vorliegender Untersuchung 1999 an der Universität Marburg promoviert. In der Einleitung stellt er die Probleme, Aufgaben und Terminologie seiner Arbeit vor. Der erste Abschnitt untersucht den deutschen König als *Romanorum rex* und das Papsttum. Der Titel *Romanorum rex* wird dabei für den Zeitraum von Heinrich II. bis zu Heinrich V. untersucht. Dabei geht der Verfasser wie die bisherige Forschung davon aus, dass der Titel *Romanorum rex* in Anlehnung an den Kaisertitel entstanden ist. Der Titel wurde bereits im Zeitraum von Benedikt VIII. bis zum Schisma von 1130 von der päpstlichen Kanzlei aufgenommen und verfestigte sich in deren Gebrauch im Schisma von 1130. Der Verfasser zeigt daran anschliessend die weitere Verwendung des Titels durch die päpstliche Kanzlei im 12. und 13. Jahrhundert. Der zweite Abschnitt der Arbeit untersucht die Bezeichnungen des Reiches bei Papst Calixt II. sowie bei den Päpsten Innozenz II. und Anaklet II.

Im dritten Abschnitt setzt der Verfasser die Untersuchung der Reichsbezeichnungen fort. Er wendet sich dabei der Verwendung des Titels *imperium Romanum* bei König Konrad III. und Friedrich I. Barbarossa in der Zeit als König zu. Parallel dazu stellt er die Reichsbezeichnungen von Papst Eugen III. und von den Römern 1130, 1149, 1167 und 1172. Der vierte Abschnitt behandelt den Ausbau des Herrschertitels durch den *augustus*-Namen, den vorweggenommenen Kaisertitel *Romanorum imperator augustus* und das Epitheton (*et*) *semper augustus*. In der Kanzlei Friedrichs I. Barbarossa wurde der Reichstitel in der Form *sacrum imperium* oder *sacratissimum imperium* sakralisiert. In der Barbarossazeit wurden noch Sonderformen in der Kanzlei verwandt, die später aber nicht fortgeführt wurden. Dagegen wurden die Reichstitel *sacrum imperium* und *sacrum Romanum imperium* bei Heinrich VI. und der Kaiserin Konstanze fortgeführt.